

DANS LE MONDE...

5-9 JUIN. — Réunion de la Fédération Syndicale Mondiale à Pékin. Discussion très vive entre les Chinois soutenus par les Indonésiens et le reste des délégations défendant les thèses soviétiques sur la détente.

9 JUIN. — Reconnaissance du G.P.R.A. par le Libéria.

10 JUIN. — A Tokyo, Hagerty est assailli à son arrivée par des milliers de manifestants et s'enfuit en hélicoptère.

11 JUIN. — Centaines de milliers de manifestants au Japon contre la venue d'Eisenhower.

16 JUIN. — La visite d'Eisenhower au Japon est décommandée après des manifestations massives dont les étudiants trotskystes de l'Association Zengakuren sont l'héroïque avant-garde.

20 JUIN. — Ouverture à Bucarest du Congrès du P.C. roumain auquel assiste Khrouchtchev et qui sera suivi d'une conférence des Partis Communistes : poursuite de la polémique U.R.S.S.-Chine sur la détente et l'attitude vis-à-vis de l'impérialisme.

22 JUIN. — A Varsovie, Gomulka critique le manque de coordination économique entre les « Démocraties Populaires ».

23 JUIN. — Démission de Kishi. Au Congo Belge Patrice Lumumba constitue le premier gouvernement congolais, cependant que Joseph Kasavubu est élu président de la République.

27 JUIN. — Les délégués des Etats ouvriers quittent la Conférence du Désarmement à Genève.

29 JUIN. — Fidel Castro ordonne la saisie de la raffinerie américaine Texaco.

...ET EN FRANCE

10 JUIN. — Grève des fonctionnaires.

14 JUIN. — Déclaration de de Gaulle invitant le F.L.N. à venir à Paris.

20 JUIN. — Le G.P.R.A. décide l'envoi à Paris d'une délégation précédée par une réunion de préparation.

24 JUIN. — Signature en commun par la C.F.T.C., F.O., C.G.T., F.E.N. et huit Associations d'Etudiants d'un appel en faveur de la négociation.

25 JUIN. — Arrivée à Melun des représentants du G.P.R.A.

1^{er} JUILLET. — Retour à Tunis des représentants algériens.

ABONNEMENTS

1 an 5 NF

Sous pli fermé 8 NF

C.C.P. « La Vérité des Travailleurs »
6965-68 Paris

64, rue de Richelieu
Paris (2^e)

obtenir le maintien de leurs exploitations minières et pétrolières, de l'immigration d'une main-d'œuvre bon marché, de leurs bases stratégiques, enfin du marché privilégié que constitue l'Algérie pour eux.

Pour obtenir cela, de Gaulle tend à constituer une « troisième force » algérienne, en soustrayant les notabilités au contrôle du F.L.N., en créant des bourgeois algériens, par le plan de Constantine, en s'évertuant de faire éclater le G.P.R.A.

Il a pu changer de tactique en tenant compte de nécessités politiques, il n'a jamais changé d'objectif.

Or cette paix là est totalement impossible, aucune des tentations rappelées ici n'a la moindre chance d'aboutir.

Mais, dernier en date des virages de de Gaulle, celui du 14 juin, est certes plus « libéral ». Cela tient — outre les facteurs internationaux qui pèsent de plus en plus lourd du côté algérien — aux craintes éveillées par les développements nouveaux dans les rangs ouvriers, pour les visées de son régime et celui-là même, mais aussi au « pourrissement » de la jeunesse universitaire.

Il faut donc en conclure que le seul « engrenage » qui mène de Gaulle à la paix est celui de la lutte du peuple algérien et des actions des ouvriers et des révolutionnaires, et que son réel aboutissement ne peut être que l'acceptation de l'**indépendance de l'Algérie**.

Disons même qu'en l'absence d'actions de la classe ouvrière le capitalisme peut poursuivre sa politique de dissociation du peuple algérien et pour cela poursuivre encore la guerre.

Non seulement la paix telle que désirée par de Gaulle est impossible, mais de surcroît elle irait à l'encontre de l'intérêt du prolétaire. De cette guerre nous devons espérer et faire en sorte qu'il résulte un affaiblissement du capitalisme français et non sa stabilisation. La seule paix **possible** exige, pour être conclue, qu'enfin soit indépendante l'Algérie.

C'est pourquoi les arguties de Messieurs les dirigeants nationaux de gauche : Pierre Cot, Mendès-France, Bourdet et Cie — qui cherchent à persuader tout un chacun que la seule solution est dans un compromis préservant les intérêts essentiels du grand capital français — doivent être combattus avec la plus grande vigueur.

L'apathie, bienveillante pour de Gaulle, des dirigeants du P.C.F. doit également être dénoncée (1). Elle s'emboîte, malgré leurs oppositions et leurs rivalités, à la dernière manœuvre de Guy Mollet, s'efforçant de faire un nouveau Front républicain, toujours anticommuniste et progauilliste sur la question essentielle de l'Algérie. Tous font d'ailleurs assaut de patriotisme.

Tous ces « démocrates » et réformistes discutent, parlent depuis des années, mais se gardent bien d'indiquer une voie d'action véritable pour la conquête aujourd'hui de l'indépendance de l'Algérie, de la paix et demain du socialisme en France.

Qu'on nous comprenne bien : il ne s'agit pas de repousser l'action avec les pacifistes, pour la paix. Mais, simultanément, les marxistes révolutionnaires se doivent de promouvoir des actions pour l'indépendance de l'Algérie, sans accorder aucune confiance ni faire aucune concession au pouvoir bourgeois et à chaque étape de montrer les objectifs des diverses classes dans cette guerre.

En l'absence d'une telle politique des grandes organisations on comprend parfaitement que les amis de Francis Jeanson, hier encore peu nombreux, renforcent leurs rangs de ceux qui ont assez de la lutte contre la guerre d'Algérie par des paroles.

Gageons que les nouvelles dérobates des directions traditionnelles, enregistrées depuis le 14 juin, vont donner une plus large audience à leur action. Et cela pour demain prépare de nouveaux développements de l'action des masses, avec ou sans les dirigeants.

(1) Voir à ce propos dans ce numéro l'article « Le 28 Juin », en page 4.